

Déclarations de ministres

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, comme le sait probablement le député, la Société royale du Canada diffusera demain, à 15 heures, un important rapport qui lui a été commandé par mon ministère sur un large éventail de sujets se rapportant au point que le député a mentionné. Je ferai moi-même alors une déclaration publique. Je demande au député de faire preuve d'indulgence et de patience et d'attendre que je sois en mesure de faire la déclaration.

* * *

RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

M. le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'à l'exception de deux, les pétitions présentées par les députés, le vendredi 25 octobre 1985, étaient conformes au Règlement quant à la forme.

Certaines pétitions présentées par le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) ne sont pas conformes au Règlement quant à la forme.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

POLITIQUE ET PROGRAMMES DE LANGUES OFFICIELLES—LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU 2^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT MIXTE—LA CONCORDANCE ENTRE LES DEUX TEXTES

Mme Monique Landry (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): Monsieur le Président, le vendredi 25 octobre dernier, l'honorable député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier) signalait une différence entre les versions anglaise et française de la réponse du gouvernement au deuxième rapport du Comité mixte permanent de la politique et programmes de langues officielles.

Monsieur le Président, en l'absence du Secrétaire d'État (M. Bouchard), je voudrais déposer aujourd'hui une copie corrigée de la page 7 de la version anglaise de la réponse du gouvernement de la part de ce comité.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH ET LA RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU—DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je voudrais, cet après-midi, faire rapport à la Chambre des événements de ces deux dernières semaines. Durant cette période, il m'a été donné de représenter le

Canada à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, à Nassau, de prononcer ma première allocution à l'assemblée générale de l'ONU, de m'entretenir avec des dirigeants de pays industrialisés de l'Occident, en prévision du sommet qui réunira sous peu le président Reagan et le secrétaire général Gorbachev, et d'avoir des entretiens bilatéraux avec divers leaders aussi bien à New York qu'à Nassau.

Ce matin, j'ai eu l'occasion de faire à Son Excellence le Gouverneur général un compte rendu complet de ces activités.

La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, avait pour toile de fond la violence qui déchire l'Afrique du Sud, dont la politique répressive d'apartheid soulève une réprobation qui se généralise à l'échelle internationale. Avant la réunion de Nassau, les pays du Commonwealth avaient, chacun de son côté, pris des mesures exprimant leur répugnance devant l'intransigeance que manifeste le régime de Pretoria envers les aspirations de la vaste majorité des Sud-Africains. Ceux-ci réclament simplement leur liberté et souhaitent prendre part de façon complète et responsable à la vie nationale de leur pays.

Chaque gouvernement était néanmoins pleinement conscient qu'il restait un défi à relever à Nassau, celui de se concerter sur un message collectif et unanime destiné au président Botha et au gouvernement d'Afrique du Sud.

Alors que les dirigeants du Commonwealth sont arrivés à la réunion animés du souci de voir supprimer l'apartheid, nous n'étions pas tous convaincus d'emblée que les mesures économiques constituaient la meilleure manière, ni même que c'était le moyen indiqué pour montrer que nous étions résolus à ce que cesse la discrimination raciale érigée en système en Afrique du Sud.

Dans ma déclaration d'ouverture, à la conférence, j'ai essayé, au nom de tous les Canadiens, de faire ressortir l'unité de conviction que je ressentais parmi les dirigeants du Commonwealth qui, tous, avaient exprimé leur aversion pour l'apartheid. J'ai également confirmé que les Canadiens souhaitaient que cette conviction se traduise par un programme d'action commun permettant aux pays du Commonwealth de signaler à Pretoria, clairement et sans exception, que les pressions mondiales contre l'Afrique du Sud seraient maintenues, comme il se doit, jusqu'à ce que l'apartheid soit aboli.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Les entretiens qui ont finalement conduit à l'Accord du Commonwealth sur l'Afrique du Sud furent longs, ardues et non sans difficultés. En même temps, j'ai trouvé qu'ils se caractérisaient par un certain degré de bonne volonté et de civilité qui, je crois, est typique des réunions du Commonwealth et contribue à la nature très particulière de cette tribune. Indépendamment de la difficultés de ces négociations, tous les participants reconnaissaient l'urgence de la situation, le bien-fondé de la lutte contre l'apartheid et la nécessité de présenter un front commun et uni.